



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration

Cent quarante-troisième session

Rome, 11-12 décembre 2024

Rapport du Président

Proposition de prêt

République socialiste du Viet Nam

Projet d'infrastructure hydraulique inclusive et résiliente au climat au service des petits exploitants ruraux des provinces de Thanh Hoa et Nghe An

Numéro du projet: 2000004024

Cote du document: EB 2024/143/R.3

Point de l'ordre du jour: 3 a) i) a) ii)

Date: 13 novembre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: APPROBATION

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation telle qu'elle figure au paragraphe 69.

Questions techniques:

Reehana Raza

Directrice régionale
Division Asie et Pacifique
courriel: r.raza@ifad.org

Ambrosio Barros

Directeur de pays
Division Asie et Pacifique
courriel: a.nsingui Barros@ifad.org

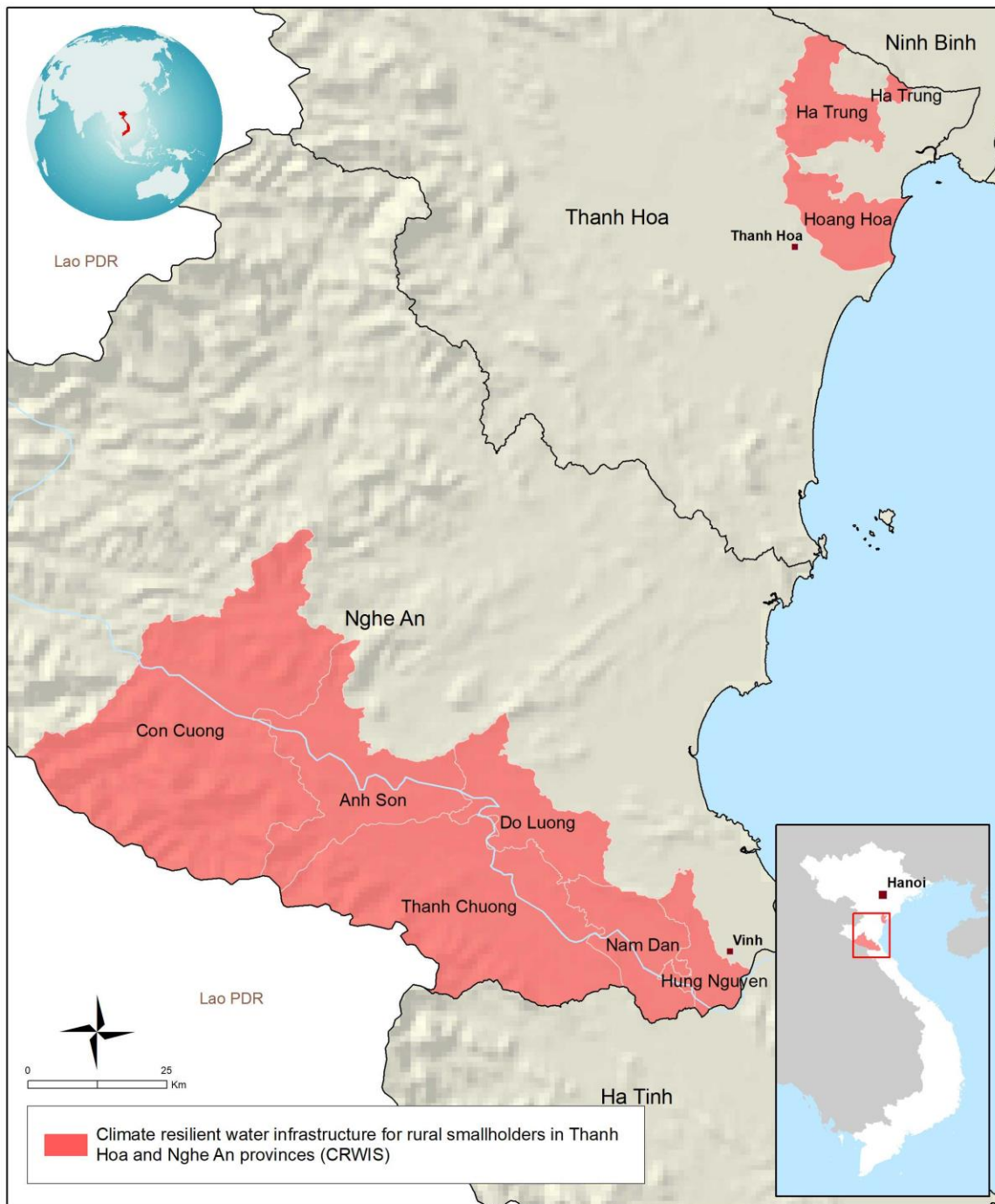
Table des matières

Carte de la zone du projet	ii
Résumé du financement	iii
I. Contexte	1
A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA	1
B. Enseignements à retenir	2
II. Description du projet	3
A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles	3
B. Composantes, résultats et activités	4
C. Théorie du changement	4
D. Alignement, appropriation et partenariats	4
E. Coût, avantages et financement	5
III. Gestion des risques	11
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
D. Soutenabilité de la dette	12
IV. Exécution	12
A. Cadre organisationnel	12
B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication	13
C. Plans d'exécution	14
V. Instruments et pouvoirs juridiques	15
VI. Recommandation	15
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (le document sera communiqué au Conseil d'administration pour information)	
II. Logical framework	
III. Integrated project risk matrix	

Équipe d'exécution du projet

Directrice régionale:	Reehana Raza
Directeur de pays:	Ambrosio Barros
Responsable technique:	Dan Martin
Responsable des finances:	Norpulat Daniyarov
Spécialiste climat et environnement:	Jahan-Zeb Chowdhury
Juriste:	Michele Totah

Carte de la zone du projet



Les appellations employées et la présentation des données n'expriment aucune position particulière du FIDA quant au tracé des frontières ou limites ni aux autorités concernées.
 Source: FIDA | 19/12/2023

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur/bénéficiaire:	République socialiste du Viet Nam
Organisme d'exécution:	Comités populaires provinciaux des provinces de Thanh Hoa et de Nghe An
Coût total du projet:	78,94 millions d'USD: 34,54 millions d'USD pour la province de Thanh Hoa et 44,4 millions d'USD pour la province de Nghe An
Montant du prêt du FIDA (au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées):	42,21 millions d'USD: 18,81 millions d'USD pour la province de Thanh Hoa et 23,40 millions d'USD pour la province de Nghe An
Conditions du prêt du FIDA:	Conditions ordinaires, intérêts sur le principal restant dû à un taux égal au taux d'intérêt de référence du FIDA et incluant une marge variable, assorti d'un délai de remboursement de 25 ans, y compris un différé d'amortissement de 5 ans
Cofinancier:	Fonds pour l'adaptation
Montant du cofinancement:	9,22 millions d'USD: 4,58 millions d'USD pour la province de Thanh Hoa et 4,64 millions d'USD pour la province de Nghe An
Conditions du cofinancement:	Don
Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:	14,85 millions d'USD – en espèces: 6,52 millions d'USD pour la province de Thanh Hoa et 8,17 millions d'USD pour la province de Nghe An; en nature: 77 000 USD pour la province de Thanh Hoa et 77 000 USD pour la province de Nghe An
Contribution des bénéficiaires:	2,26 millions d'USD (contribution en nature): 0,75 million d'USD pour la province de Thanh Hoa et 1,51 million d'USD pour la province de Nghe An
Déficit de financement:	10,4 millions d'USD
Montant du financement climatique apporté par le FIDA:	39,453 millions d'USD
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

I. Contexte

A. Contexte national et justification de l'intervention du FIDA

Contexte national

1. **Contexte politique, économique et social.** La République socialiste du Viet Nam est un modèle de réussite en matière de développement. Les réformes économiques et politiques ont favorisé une croissance économique rapide; en une génération, le Viet Nam, qui figurait parmi les pays les plus pauvres du monde, est devenu un pays à revenu intermédiaire. Sur le plan politique, le Gouvernement joue un rôle central dans la planification économique et l'allocation des ressources. Sur le plan économique, le produit intérieur brut (PIB) a été multiplié par 3,6 au cours des 20 dernières années, atteignant 3 700 USD par habitant. Le secteur agricole a favorisé la croissance économique et a permis d'assurer la sécurité alimentaire. En 2021, l'agriculture représentait 13% du PIB et 29% des emplois.
2. **Pauvreté.** Le Viet Nam a fait des progrès notables en matière de réduction de la pauvreté. La part de la population vivant sous le seuil de pauvreté national s'est établie à 4,3% en 2022, soit une baisse de plus de 70% par rapport à 1993. Dans les provinces de Thanh Hoa et de Nghe An, les ménages pauvres et quasi pauvres représentaient respectivement 11,88% et 12,62% de la population en 2022. Les ménages pauvres dépendent de l'agriculture de subsistance et tirent leurs moyens d'existence de sources de revenus informelles.
3. Les ménages qui sont fortement tributaires de l'agriculture et qui n'ont qu'un accès limité aux infrastructures hydrauliques sont particulièrement vulnérables aux changements climatiques et aux chocs extérieurs. Les chocs extérieurs provoqués par les catastrophes naturelles peuvent enfoncer encore davantage les familles démunies dans la pauvreté. Dans les provinces ciblées, quelque 300 000 petits exploitants pratiquent une agriculture fragmentée et peu rentable.
4. **Sécurité alimentaire et nutrition.** L'insécurité alimentaire n'est pas un problème majeur au Viet Nam. Cependant, la stabilité de la production alimentaire est mise à mal par les sécheresses et les inondations. Dans les provinces couvertes par le Projet d'infrastructure hydraulique inclusive et résiliente au climat au service des petits exploitants ruraux des provinces de Thanh Hoa et Nghe An, le risque de perte de rendement a déjà augmenté pour les récoltes d'été, et les superficies cultivées pendant cette saison ont diminué. Les rendements moyens du riz d'été seraient inférieurs de 0,6 à 2,2 tonnes/hectare par rapport au riz d'hiver dans tous les districts ciblés.
5. **Institutions nationales.** Le Viet Nam a certes réussi à promouvoir l'ouverture commerciale et l'inclusion sociale, mais a pris du retard en ce qui concerne la croissance verte et la modernisation des infrastructures. Ce développement inégal a laissé les institutions du pays insuffisamment préparées face à des problèmes de développement plus complexes.

Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA

6. Conformément aux engagements du FIDA en matière de transversalisation, le projet a été validé comme:
 - incluant un financement climatique;
 - porteur de transformations en matière de genre;
 - axé sur les jeunes;
 - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.

7. **Genre et inclusion sociale.** Le Viet Nam a fait de grands progrès en matière de promotion de l'égalité femmes-hommes dans tous les secteurs, grâce à la loi sur l'égalité femmes-hommes (2006) et à la Stratégie nationale pour l'égalité femmes-hommes (2021-2030). Néanmoins, des inégalités entre les femmes et les hommes dans l'agriculture sont visibles dans les structures de prise de décisions et dans l'accès aux ressources, aux marchés et aux services de vulgarisation.
8. Les femmes rurales vietnamiennes sont vulnérables aux changements climatiques, car elles travaillent davantage dans le secteur agricole, en particulier dans la production de subsistance, et dans l'économie informelle. En témoigne le fait qu'elles sont exposées à de grands risques de pertes liés à l'insécurité hydrique, les femmes des deux provinces ciblées déclarant voir la productivité annuelle du riz diminuer de 50% en cas de sécheresse ou d'inondation. Pour surmonter ces difficultés, l'équipe du projet établira des partenariats avec les unions provinciales de femmes afin d'accroître l'autonomisation socioéconomique des femmes rurales dans les zones couvertes par le projet, en ciblant au total 50% de femmes.
9. **Jeunes.** Dans les provinces de Nghe An et de Thanh Hoa, les jeunes représentent respectivement 20,3% et 21,5% de la population. Environ un tiers d'entre eux y exerçaient des activités liées à l'agriculture en 2022. Les jeunes ruraux qui travaillent dans l'agriculture rencontrent de multiples difficultés, notamment le manque de capital et l'accès limité à la terre. Pour y remédier, l'équipe du projet adoptera une approche inclusive des jeunes, axée sur leur autonomisation économique. Elle les aidera à participer aux activités agricoles et extra-agricoles de manière rentable et leur donnera les moyens d'être des agents du changement; 20% de jeunes au total seront ciblés dans le cadre du projet.
10. **Peuples autochtones et groupes marginalisés.** Les minorités ethniques du Viet Nam se heurtent à plusieurs difficultés, telles que des taux élevés de pauvreté et de malnutrition. En 2022, elles représentaient respectivement 16,2% et 13,5% de la population des provinces de Thanh Hoa et de Nghe An. Dans la zone cible du projet, un seul groupe ethnique (Thai) a été recensé dans le district de Con Cuong (province de Nghe An).
11. **Changements climatiques.** Le Viet Nam est vulnérable aux inondations, aux sécheresses et aux typhons, et subit l'influence du phénomène El Niño-oscillation australe, responsable de la variabilité des précipitations et des températures d'une année sur l'autre. Dans les provinces ciblées, les principaux effets des changements climatiques sur la productivité agricole sont les inondations et le manque de fiabilité des ressources en eau, d'où l'urgence de moderniser les infrastructures hydrauliques et de protection contre les crues.

Justification de l'intervention du FIDA

12. L'intensité et la fréquence croissantes des chocs climatiques et la dégradation des ressources naturelles dont dépend l'agriculture ont mis en évidence la vulnérabilité de la production agricole. De ce fait, les ménages ruraux risquent de retomber dans la pauvreté ou de basculer dans l'extrême pauvreté.
13. Dans le cadre du projet proposé, le FIDA répond à la demande du Gouvernement d'aider les provinces de Thanh Hoa et de Nghe An à moderniser les infrastructures hydrauliques nécessaires au développement socioéconomique et à la lutte contre les changements climatiques. Grâce à l'amélioration de l'irrigation, les petits exploitants renforcent leur résilience face aux chocs climatiques et commerciaux et peuvent développer leurs activités, ce qui contribue à la sécurité alimentaire, à la réduction de la pauvreté et à la durabilité environnementale.

B. Enseignements à retenir

14. **Politiques en faveur de l'aide publique au développement.** Depuis que le Viet Nam est devenu un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, le Gouvernement a mis en place de nouvelles politiques de financement par l'aide

publique au développement adaptées à la nouvelle donne. Par exemple, les projets financés par des institutions financières internationales ne peuvent financer que des travaux d'infrastructure. Par conséquent, toutes les autres dépenses doivent être couvertes soit par un cofinancement du Gouvernement, soit par des dons. Le FIDA a donc modifié sa stratégie de mobilisation dans le pays, et doit désormais:

- i) renforcer les partenariats avec les autorités nationales et provinciales ainsi qu'avec les partenaires d'exécution; ii) obtenir un cofinancement sous forme de don, à titre de disposition obligatoire pour les nouveaux projets.
15. **Participation du secteur privé.** Il est démontré que, dans les projets financés par le FIDA au Viet Nam, l'approche axée sur les partenariats public-privé-producteurs (4P) a une grande incidence sur la réduction de la pauvreté. La coopération du secteur privé avec les petits producteurs passe notamment par: i) la participation à la planification des infrastructures publiques; ii) l'appui à l'attribution de terres aux producteurs et aux transformateurs; iii) l'organisation de groupes de producteurs.
16. **Une gestion efficace des changements climatiques et des risques de catastrophe** suppose: i) d'améliorer les revenus des pauvres, ce qui contribuera à renforcer leur capacité d'adaptation; ii) d'utiliser des outils de planification géospatiale pour prendre des décisions d'investissement éclairées qui favorisent la résilience des moyens d'existence; iii) de renforcer les capacités des systèmes d'irrigation afin que ceux-ci puissent s'adapter avec souplesse à la variabilité actuelle des conditions météorologiques; iv) d'accroître les investissements dans la gestion et la diffusion des connaissances agricoles; v) de prévoir dans les outils de planification des mesures d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

II. Description du projet

A. Objectifs, zone d'intervention et groupes cibles

17. **But et objectif du projet.** Le but du projet est de renforcer la résilience climatique et l'inclusion sociale des communautés rurales touchées par l'insécurité hydrique aux fins d'un développement socioéconomique durable dans les provinces de Thanh Hoa et de Nghe An. L'objectif de développement est de favoriser une gestion de l'eau tenant compte des considérations climatiques à des fins d'irrigation et de maîtrise des crues grâce à la rénovation des infrastructures essentielles, de transformer la production agricole et de faciliter les relations commerciales dans les provinces de Thanh Hoa et de Nghe An au profit de moyens d'existence ruraux résilients aux changements climatiques, durables et rentables.
18. **Zone d'intervention.** Le projet cible les communautés les plus vulnérables aux changements climatiques dans deux districts (Ha Trung et Hoang Hoa) de la province de Thanh Hoa, dans le bassin versant de la rivière Ma, et dans six districts (Con Cuong, Anh Son, Do Luong, Thanh Chuong, Nam Dan et Hung Nguyen) de la province de Nghe An, dans le bassin versant de la rivière Lam.
19. **Groupes cibles.** Le projet sera exécuté à l'aide d'une combinaison d'approches de ciblage géographique et de ciblage des bénéficiaires directs, destinées à atteindre les communautés les plus vulnérables aux changements climatiques. Les autres bénéficiaires directs seront: i) les institutions publiques des provinces et des districts; ii) les prestataires de services publics et privés; iii) les coopératives, les groupes de producteurs, les groupes d'usagers de l'eau et les sociétés privées intervenant dans le domaine de la transformation et de la commercialisation à petite échelle, la priorité étant donnée à ceux qui sont gérés par des jeunes et des femmes.

B. Composantes, résultats et activités

20. Le projet s'articulera autour des composantes suivantes: i) amélioration de la disponibilité et de la maîtrise de l'eau par le développement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques; ii) gestion intégrée de l'eau et agriculture résiliente face aux changements climatiques; iii) gestion et coordination du projet.

Composante 1: Amélioration de la disponibilité et de la maîtrise de l'eau par le développement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques. Le projet permettra d'améliorer la disponibilité et la gestion de l'eau d'irrigation sur environ 13 257 hectares de terres agricoles, et de renforcer la maîtrise et la prévention des crues sur environ 6 600 hectares de terres agricoles et résidentielles. Plus de 278 000 personnes dans les deux provinces devraient tirer profit de la rénovation des infrastructures de gestion de l'eau.

Composante 2: Gestion intégrée de l'eau et agriculture résiliente face aux changements climatiques. L'équipe du projet aidera les autorités locales et les groupes d'usagers de l'eau à utiliser de manière optimale et durable les ressources et les infrastructures hydriques en créant des conditions favorables à une utilisation efficace de l'eau, en augmentant et en stabilisant la productivité agricole, et en renforçant la résilience des agriculteurs aux chocs climatiques grâce à une transposition à plus grande échelle des connaissances sur l'agriculture climato-compatible. Par ailleurs, elle mettra en place des plateformes 4P pour faciliter l'établissement de liens commerciaux et l'intégration des petits exploitants dans les filières agricoles.

Composante 3: Gestion et coordination du projet. Toutes les activités de gestion du projet, de suivi-évaluation et de gestion des connaissances sont regroupées sous cette rubrique dans les tableaux de coûts du projet et les documents de conception.

C. Théorie du changement

21. L'équipe du projet s'attaquera aux problèmes sous-jacents qui entravent le développement socioéconomique des communautés rurales exposées à l'insécurité hydrique et vulnérables aux changements climatiques, en accordant une attention particulière à la transformation des normes sociales inégalitaires qui pénalisent les femmes et les jeunes. Grâce à la rénovation d'infrastructures hydrauliques essentielles, les petits exploitants seront mieux à même de s'adapter aux risques climatiques, car la disponibilité et la maîtrise de l'eau seront améliorées, ce qui leur permettra de diversifier et d'augmenter la production. En accroissant les capacités et les mécanismes de coordination des institutions locales en matière de gestion intégrée de l'eau et en renforçant la résilience des entreprises agricoles des petits exploitants, l'équipe du projet améliorera la résilience des moyens d'existence. En outre, elle garantira la pérennité des avantages découlant des investissements dans les infrastructures, à savoir, d'une part, l'amélioration de la productivité et de la résilience, grâce à la transposition à plus grande échelle des connaissances sur l'agriculture climato-compatible, et, d'autre part, l'augmentation des revenus des petits exploitants, grâce à la facilitation des relations commerciales avec le secteur privé, favorisée par des partenariats 4P efficaces.

D. Alignement, appropriation et partenariats

22. **Alignement sur les objectifs de développement durable.** Le projet contribue à plusieurs objectifs de développement durable, notamment les objectifs 1, 2, 5, 6, 10 et 13.
23. **Alignement sur les priorités nationales.** Le projet est parfaitement en phase avec les objectifs stratégiques du Gouvernement, tels qu'ils sont définis dans la Stratégie de développement socioéconomique du Viet Nam (2021-2030) et dans le Programme de restructuration de l'agriculture, et ce dans trois domaines de développement clés: i) la promotion d'un développement rural axé sur les marchés;

ii) l'amélioration de l'accès des pauvres aux marchés des produits de base et de l'emploi; iii) le renforcement de la capacité des ruraux pauvres à s'adapter aux changements climatiques. En outre, l'équipe du projet fournira les moyens de faire appliquer la loi sur l'égalité femmes-hommes (2006), qui vise à permettre aux femmes de participer à la vie économique et à la prise de décisions, ainsi que la Stratégie de développement en faveur des jeunes (2021-2030), qui promeut la formation professionnelle et l'emploi.

24. **Alignement sur les politiques et les priorités institutionnelles du FIDA.** Le projet est pleinement conforme aux trois objectifs stratégiques définis dans le Cadre stratégique du FIDA 2016-2025. Il contribue également à deux des trois objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2019-2025 établi pour le Viet Nam. L'accent est mis sur le programme du FIDA en matière d'intégration des thématiques transversales que sont les questions de genre, les jeunes, les peuples autochtones (c'est-à-dire les minorités ethniques) et la résilience aux changements climatiques.
25. **Appropriation locale et nationale.** Au Viet Nam, les investissements réalisés dans le cadre de projets ont toujours fait l'objet d'une forte appropriation et suscité un solide engagement de l'échelon national à celui des provinces, des districts et des communes. La maîtrise du projet sera décentralisée et confiée aux autorités provinciales, à savoir les comités populaires des provinces de Thanh Hoa et de Nghe An (qui sont désignés dans la réglementation nationale comme les responsables des investissements du projet).
26. **Harmonisation et partenariats.** L'équipe du projet collaborera étroitement avec les institutions nationales et internationales suivantes: i) le Bureau national de coordination pour le Programme national ciblé en faveur d'un nouveau développement rural et le programme « Une commune, un produit »; ii) le Comité central pour les minorités ethniques, pour l'intégration du Programme national ciblé en faveur des minorités ethniques; iii) le Comité central pour la réduction durable de la pauvreté; iv) l'Agence japonaise de coopération internationale, dans le cadre des projets qu'elle finance dans la province de Nghe An; v) des entreprises et associations du secteur privé aux fins du développement des partenariats 4P.
27. L'équipe du projet établira des synergies avec d'autres projets financés par le FIDA dans le pays de manière à obtenir les effets directs escomptés du COSOP pour 2019-2025. Elle mènera des activités relevant de deux des cinq piliers des investissements du FIDA au Viet Nam, à savoir l'institutionnalisation des processus associés au plan de développement socioéconomique et au plan d'action relatif aux filières, d'une part, et les infrastructures communautaires, d'autre part.

E. Coût, avantages et financement

28. Le déficit de financement de 10,4 millions d'USD pourra être financé dans le cadre de cycles ultérieurs du Système d'allocation fondé sur la performance et/ou du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) (selon des conditions de financement à définir et sous réserve des procédures internes et de l'approbation ultérieure du Conseil d'administration), ou par un cofinancement à déterminer pendant l'exécution.
29. Les trois composantes du projet relèvent partiellement de l'action climatique. Le montant total alloué par le FIDA au projet au titre du financement de l'action climatique, calculé suivant les méthodes des banques multilatérales de développement pour le suivi du financement de l'adaptation aux changements climatiques et de l'atténuation de leurs effets, est estimé à 39,453 millions d'USD (93,5% du prêt du FIDA).

Coût du projet

30. Le coût total du projet est estimé à 78,94 millions d'USD. Les dépenses d'investissement et les dépenses ordinaires sont estimées respectivement à 73,12 millions d'USD et à 5,82 millions d'USD, soit 93% et 7% du coût total du projet.

Tableau 1
Coût du projet par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA		Contrepartie (en espèces)		Contrepartie (en nature)		Bénéficiaires		Don du Fonds pour l'adaptation		Déficit de financement		Gouvernement		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
A. Amélioration de la disponibilité et de la maîtrise de l'eau par le développement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques																
1. Amélioration de l'accès des petits exploitants à l'eau d'irrigation et utilisation plus efficace de la ressource	33 933	72,3	5 973	12,7	-	-	2 260	4,8	-	-	4 798	10,2	2	-	46 966	59,5
2. Amélioration de la maîtrise des crues et de la protection des moyens d'existence	8 280	17,6	1 890	4,0	-	-	-	-	-	-	-	-	0	-	10 170	12,9
Total partiel	42 213	73,9	7 862	13,8	-	-	2 260	4,0	-	-	4 798	8,4	2	0,0	57 135	72,4
B. Gestion intégrée de l'eau et agriculture résiliente face aux changements climatiques																
1. Amélioration des capacités et de la coordination dans le domaine de la gestion intégrée de l'eau	-	-	290	0,6	-	-	-	-	5 135	10,9	227	0,5	0	-	5 652	7,2
2. Renforcement de la résilience des entreprises agricoles des petits exploitants	-	-	1 363	2,9	-	-	-	-	1 916	4,1	4 864	10,4	0	-	8 144	10,3
Total partiel	-	-	1 654	12,0	-	-	-	-	7 051	51,1	5 091	36,9	0	0,0	13 796	17,5
C. Gestion et coordination du projet																
1. Suivi-évaluation et gestion des connaissances	-	-	863	1,8	-	-	-	-	1 256	2,7	319	0,7	0	-	2 438	3,1
2. Gestion du projet	-	-	4 316	9,2	153	0,3	-	-	909	1,9	193	0,4	0	-	5 571	7,1
Total partiel	-	-	5 179	11,0	153	0,3	-	-	2 165	4,6	511	1,1	0	-	8 008	10,1
Total	42 213	53,5	14 695	18,6	153	0,2	2 260	2,9	9 216	11,7	10 401	13,2	2	0,0	78 939	100,0

Tableau 2

Coût du projet par catégorie de dépenses et par source de financement

(en milliers d'USD)

Catégorie de dépenses	Prêt du FIDA (MARE)		Contrepartie (en espèces)		Contrepartie (en nature)		Bénéficiaires		Don du Fonds pour l'adaptation		Déficit de financement		Gouvernement		Total			
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%		
I. Dépenses d'investissement																		
A. Équipement et matériel	-	-	208	57,6	153	42,4	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	361	0,5
B. Dons et subventions	-	-	972	18,5	-	-	-	-	596	11,4	3 682	70,1	-	-	-	-	5 250	6,7
C. Travaux de génie civil	42 213	68,7	7 862	12,8	-	-	2 260	3,7	4 344	7,1	4 798	7,8	2	0,0	-	-	61 479	77,9
D. Services de consultants	-	-	416	21,9	-	-	-	-	1 134	59,6	352	18,5	-	-	-	-	1 903	2,4
E. Ateliers et formation	-	-	996	24,1	-	-	-	-	1 995	48,3	1 137	27,6	-	-	-	-	4 128	5,2
Total des dépenses d'investissement	42 213	57,7	10 454	14,3	153	0,2	2 260	3,1	8 069	11,0	9 970	13,6	2	0,0	-	-	73 122	92,6
II. Dépenses ordinaires																		
A. Frais de fonctionnement	-	-	4 241	72,9	-	-	-	-	1 147	19,7	430	7,4	-	-	-	-	5 818	7,4
Total des dépenses ordinaires	-	-	4 241	72,9	-	-	-	-	1 147	19,7	430	7,4	-	-	-	-	5 818	7,4
Total	42 213	53,5	14 695	18,6	153	0,2	2 260	2,9	9 216	11,7	10 401	13,2	2	0,0	-	-	78 939	100,0

Tableau 3

Coût du projet par composante et par année du projet

(en milliers d'USD)

<i>Composante</i>	2025	2026	2027	2028	2029	2030	Total
A. Amélioration de la disponibilité et de la maîtrise de l'eau par le développement d'infrastructures résilientes aux changements climatiques							
1. Amélioration de l'accès des petits exploitants à l'eau d'irrigation et utilisation plus efficace de la ressource	1 232	15 206	15 421	15 107	-	-	46 966
2. Amélioration de la maîtrise des crues et de la protection des moyens d'existence	392	3 390	3 351	3 036	-	-	10 170
Total partiel	1 624	18 596	18 772	18 143	-	-	57 135
B. Gestion intégrée de l'eau et agriculture résiliente face aux changements climatiques							
1. Amélioration des capacités et de la coordination dans le domaine de la gestion intégrée de l'eau	226	665	4 460	94	114	93	5 652
2. Renforcement de la résilience des entreprises agricoles des petits exploitants	428	1 003	3 133	2 825	403	352	8 144
Total partiel	654	1 668	7 593	2 918	517	445	13 796
C. Gestion et coordination du projet							
1. Suivi-évaluation et gestion des connaissances	376	466	386	366	380	464	2 438
2. Gestion du projet	1 027	844	887	909	955	949	5 571
Total partiel	1 403	1 310	1 273	1 275	1 335	1 412	8 008
Total	3 681	21 574	27 639	22 336	1 852	1 858	78 939

Stratégie et plan de financement et de cofinancement

31. Le projet sera financé par un prêt du FIDA de 42,21 millions d'USD, relevant à 100% du MARE et s'étalant sur les quatre années d'exécution, un don de 9,22 millions d'USD du Fonds pour l'adaptation, un financement de contrepartie des deux provinces de 14,85 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 2,26 millions d'USD. Un déficit de financement de 10,4 millions d'USD devrait être comblé par des allocations ultérieures du FIDA ou d'autres sources de financement. L'Union européenne a fait savoir qu'elle envisageait de cofinancer le projet en puisant dans ses fonds pour les droits humains, l'enveloppe destinée au Viet Nam s'élevant à 26 millions d'USD.
32. Dans la province de Nghe An, le projet sera financé par un prêt du FIDA au titre du MARE de 23,40 millions d'USD, un don du Fonds pour l'adaptation de 4,64 millions d'USD, un financement de contrepartie des comités populaires provinciaux de 8,25 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 1,51 million d'USD, le déficit de financement s'élevant à 6,6 millions d'USD. Dans la province de Thanh Hoa, le projet sera financé par un prêt du FIDA au titre du MARE de 18,81 millions d'USD, un don du Fonds pour l'adaptation de 4,58 millions d'USD, un financement de contrepartie des comités populaires provinciaux de 6,60 millions d'USD et une contribution des bénéficiaires de 0,75 million d'USD, le déficit de financement s'élevant à 3,8 millions d'USD.

Décaissement

33. Conformément à la réglementation locale en matière d'aide publique au développement, seule la catégorie des dépenses liées aux travaux figurera dans l'accord de financement du FIDA. Le don du Fonds pour l'adaptation et les fonds de contrepartie du Gouvernement financeront les investissements immatériels tels que la formation, l'assistance technique et les dépenses liées aux services de consultants. Les unités de gestion de projet (UGP) des deux provinces ouvriront des comptes désignés dans une banque commerciale agréée par le Ministère des finances. Le FIDA versera les fonds du prêt sur les comptes désignés sur la base des demandes de retrait autorisées et soumises par les UGP ou le Ministère des finances. Les deux UGP ouvriront des comptes de projet dans une banque commerciale ou une trésorerie au niveau local. Les fonds provenant du prêt du FIDA seront transférés sur les comptes du projet après conversion en monnaie locale. Les UGP puiseront dans les comptes du projet pour payer les travaux réalisés par les maîtres d'œuvre. Pour éviter tout manque de fonds au cours de l'exécution du projet, il conviendra d'établir le budget avec précision et de coordonner rapidement les activités avec le Ministère des finances.
34. **Rapports financiers intermédiaires.** La modalité de décaissement fondée sur la communication de rapports sera utilisée pour soumettre des demandes de fonds au FIDA. Les UGP présenteront des rapports financiers intermédiaires trimestriels dans un délai de 30 jours suivant la fin du trimestre concerné.

Résumé des avantages et analyse économique

35. Le projet touchera quelque 278 000 bénéficiaires directs. Le coût par bénéficiaire est d'environ 298 USD, et le coût par ménage d'environ 1 123 USD.
36. L'analyse financière montre que toutes les activités proposées dans le cadre du projet sont rentables, le taux de rentabilité interne étant compris entre 12 et 41%. Les résultats de l'analyse économique sont positifs, la valeur actuelle nette s'élevant à 14,9 millions d'USD et le taux de rentabilité économique interne atteignant 9%. Selon les résultats de l'analyse de sensibilité, les résultats du projet s'en ressentiraient en cas de réduction des avantages de 25% ou d'augmentation des coûts de 25%. De même, un retard d'exécution de deux ans compromettrait la rentabilité globale du projet.

Stratégie de retrait et durabilité

37. Les deux comités populaires provinciaux sont les maîtres d'ouvrage du projet et délèguent les tâches aux organismes d'exécution dans chaque province. Les investissements dans les infrastructures rurales font partie des plans d'investissement des communes, des districts et des provinces. Les dispositions relatives à la maîtrise d'ouvrage, à l'exploitation et à l'entretien des différents types d'infrastructures sont précisées dans les annexes 8 et 10 du document de conception du projet. Les comités populaires provinciaux veilleront au financement de l'exploitation et de l'entretien des infrastructures, notamment les réparations. L'équipe du projet s'assurera que la gestion des actifs est progressivement transférée aux bénéficiaires et placée sous leur responsabilité, et donnera aux communautés les moyens de gérer, d'exploiter et d'entretenir durablement les infrastructures liées à l'eau.
38. L'élaboration de la stratégie de retrait, qui définira les ressources financières nécessaires, les responsabilités institutionnelles, les échéances et les étapes, sera achevée au démarrage du projet.

III. Gestion des risques

A. Risques et mesures d'atténuation

39. Le projet est exposé à divers risques susceptibles de compromettre le déroulement des interventions et la réalisation de l'objectif de développement. Les principaux risques et les mesures d'atténuation proposées sont présentés à l'appendice III.

Tableau 4

Synthèse des risques

<i>Aspect du risque</i>	<i>Niveau de risque inhérent</i>	<i>Évaluation du risque résiduel</i>
Contexte national	Modéré	Modéré
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Contexte environnemental et climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du projet	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés au titre du projet	Modéré	Modéré
Impact environnemental, social et climatique	Substantiel	Substantiel
Parties prenantes	Faible	Faible
Risque global	Modéré	Modéré

B. Catégorie environnementale et sociale

40. Le risque environnemental et social est jugé substantiel. L'évaluation du risque varie en fonction de l'ampleur de la compensation économique ou des acquisitions foncières qui pourraient être nécessaires.
41. Les principaux risques sociaux sont: i) les violences sexistes pouvant découler de l'évolution de l'équilibre au sein des ménages; ii) l'inclusion inadéquate des femmes, des jeunes et des minorités ethniques dans les activités du projet; iii) les risques liés aux acquisitions foncières et aux perturbations temporaires des activités agricoles pendant les travaux d'infrastructure. La mise en œuvre d'un plan de mobilisation des parties prenantes, d'un plan pour les peuples autochtones, d'un cadre et d'un plan d'action en matière de réinstallation et d'un mécanisme de réponse aux doléances permettra de faire face à ces risques.
42. Les principaux risques environnementaux sont: i) la contamination de l'eau en raison d'une gestion inadéquate des effluents (principalement ceux de l'aquaculture); ii) l'utilisation potentiellement non durable de produits agrochimiques par les agriculteurs (achats individuels). Plusieurs mesures

d'atténuation ont été définies, dont certaines ont été intégrées dans les activités du projet.

C. Classement au regard des risques climatiques

43. Le risque climatique est substantiel. Les principales tendances observées sont la multiplication et l'aggravation des crues soudaines et des épisodes de sécheresse; l'élévation des températures maximales et minimales; les vagues de chaleur; les glissements de terrain à des altitudes plus élevées; les infiltrations d'eau saline dans les zones côtières; et l'augmentation de la fréquence et de la violence des typhons et des tempêtes.

D. Soutenabilité de la dette

44. Le Viet Nam présente un risque global faible en matière de vulnérabilité souveraine. La dette publique continue à diminuer depuis 2020, et cette baisse devrait se poursuivre; les risques à moyen terme sont également faibles. À un horizon plus lointain, le Viet Nam devrait rester prudent sur le plan budgétaire et poursuivre les réformes visant à renforcer les institutions chargées de gérer la dette des autorités afin de faire face aux risques à long terme résultant du vieillissement de la population et des changements climatiques. En 2024, la dette publique a été ramenée à 36,6% du PIB, grâce à l'amélioration de l'équilibre budgétaire et à la forte croissance du PIB nominal. La dette publique actuelle (y compris la dette des institutions affiliées garantie par le Gouvernement) reste en dessous du plafond d'endettement de 50% fixé par l'Assemblée nationale.

IV. Exécution

A. Cadre organisationnel

Gestion et coordination du projet

45. **Principal organisme d'exécution du projet.** Le Ministère des finances et le Ministère de la planification et de l'investissement seront responsables de la supervision au niveau national et vis-à-vis du FIDA. Le Gouvernement désignera les comités populaires des provinces de Thanh Hoa et de Nghe An comme chefs de file des organismes d'exécution, qui devront rendre compte de la mise en œuvre du projet. Chaque comité populaire mettra en place un comité de pilotage du projet dans sa propre province. Les comités de pilotage dirigeront la mise en œuvre du projet et se chargeront de coordonner ce dernier et de l'intégrer à l'ensemble des programmes nationaux ciblés et des projets financés par des donateurs.
46. **Unités de gestion du projet.** Chaque comité populaire provincial met en place une UGP. Celle-ci sera responsable de la gestion courante du projet et tiendra le rôle de secrétaire lors des réunions du comité de pilotage du projet. Les deux provinces ont déjà eu l'occasion de gérer des projets financés par divers donateurs dans le cadre de l'aide publique au développement.
47. **Gestion du projet au niveau des districts et des communes.** Les comités populaires de district et de commune seront respectivement responsables de l'exécution du projet dans les districts et les communes. Dans la mesure du possible, l'exécution du projet sera déléguée aux comités populaires communaux.

Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

Gestion financière

48. Les dispositions de gestion financière sont fondées sur les enseignements tirés des projets en cours bénéficiant de l'appui du FIDA. Le projet sera exécuté par des UGP décentralisées dans deux provinces. Les dispositions de gestion financière du projet seront intégrées dans les processus de planification et de budgétisation du Gouvernement et dans sa structure organisationnelle dans les deux provinces; et le système gouvernemental de gestion de la trésorerie sera utilisé pour allouer les fonds du projet et effectuer des vérifications et des contrôles internes. Les normes de comptabilité de trésorerie modifiées du Gouvernement seront appliquées dans le

cadre de la tenue des registres comptables et de l'établissement de rapports en la matière. Le risque résiduel s'agissant de la gestion financière a été jugé substantiel avant la mise en place des mesures d'atténuation convenues.

Gestion des passations de marchés et gouvernance

49. **Contexte juridique de la passation de marchés.** La passation des marchés pour le projet sera réalisée conformément à des procédures définies en vertu de la loi nationale en la matière et des Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. En cas de contradiction entre ces dernières, les directives du Fonds prévaudront. Les procédures de passation des marchés sont exposées en détail dans la lettre présentant les modalités de mise en œuvre de la passation des marchés du projet et dans le manuel d'exécution du projet.
50. **Modalités de mise en œuvre de la passation des marchés.** Les UGP mèneront le processus de passation des marchés; aucune délégation aux districts ni aux communes n'est prévue. Cette disposition pourra toutefois être revue si nécessaire durant l'exécution du projet.
51. **Gouvernance et lutte contre la corruption.** Le FIDA ne financera pas les dépenses si le marché correspondant n'a pas été passé conformément aux Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets et à l'accord de financement. En pareil cas, le Fonds pourra prendre d'autres mesures correctives en vertu de l'accord de financement, notamment déclarer lesdites dépenses comme étant non autorisées et en déduire le montant du compte du prêt.

Participation et retours d'information du groupe cible, et mécanisme de réponse aux doléances

52. Les personnes pauvres, quasi pauvres et vulnérables et les groupes défavorisés sont les groupes cibles prioritaires. Un plan de mobilisation des parties prenantes a été établi aux fins du recensement et de la participation active de ces dernières durant la conception et l'exécution du projet, et de la mise au point de méthodes pour les consulter et les inviter à communiquer leurs observations au sujet de la conception et de l'exécution des sous-projets.
53. L'ensemble des documents liés aux Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique, tels que le plan relatif aux minorités ethniques, le plan de gestion environnementale et sociale et climatique par site, le plan en matière de réinstallation, le plan de mobilisation des parties prenantes et le plan relatif au consentement préalable, libre et éclairé, seront diffusés au niveau local dans le cadre des sous-projets et du projet avant l'exécution des sous-projets.

Mécanisme de réponse aux doléances

54. Un mécanisme de réponse aux doléances relatives au projet a été élaboré et intégré dans le plan de mobilisation des parties prenantes, ainsi que dans le plan relatif aux minorités ethniques et le plan en matière de réinstallation, respectivement, pour garantir un traitement rapide et approprié des principaux risques et impacts.

B. Planification, suivi-évaluation, apprentissage, gestion des savoirs et communication

55. **Planification.** La planification du projet, l'établissement de son budget et son suivi respecteront le cycle de planification principal des comités populaires provinciaux. L'exercice couvre la période allant de janvier à décembre. Toutes les dépenses du projet sont imputées conformément à un plan de travail et budget annuel approuvé. Le plan de passation des marchés est fondé sur le plan de travail et budget annuel.
56. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation fournira au comité de pilotage du projet des informations sur l'état d'avancement de l'exécution afin de permettre chaque année une planification et une budgétisation réalistes des activités du

projet. Pour piloter l'exécution du projet et faciliter la supervision, le suivi-évaluation et éventuellement les audits, l'équipe du projet utilisera un système de suivi spatial et appuiera le système informatisé de gestion sur un système d'information géographique.

57. Des données seront recueillies à partir des sondages sur le projet (initial, à mi-parcours et final) et d'études thématiques, mais aussi à partir des rapports d'enquête officiels établis par les départements concernés, pour évaluer l'effet des services assurés dans le cadre du projet.
58. **Apprentissage, gestion des savoirs et communication.** L'équipe du projet favorisera les transferts de connaissances aux usagers de l'eau concernant l'exploitation et l'entretien des infrastructures hydrauliques, la gestion durable de l'eau et la gestion des conflits. Des notes de synthèse et des plans d'action seront élaborés à partir des plateformes multipartites mises en place aux fins de la gestion intégrée de l'eau et du développement des filières, et étayeront la coordination et la planification institutionnelles. L'apprentissage et la gestion des savoirs seront renforcés par des services de vulgarisation, des formations, des visites d'échange et des campagnes de sensibilisation.

Innovations et reproduction à plus grande échelle

59. Le projet sera le premier projet financé par le FIDA exécuté dans les deux provinces ciblées. En mobilisant des cofinancements sous forme de don, le projet favorisera des technologies et des pratiques innovantes pour les systèmes d'alerte rapide au service des communautés vulnérables aux changements climatiques, et pour la gestion de l'eau et la production agricole, en vue de renforcer la résilience des petits exploitants agricoles aux changements climatiques (par la promotion de l'irrigation au goutte-à-goutte, du nivellement de terrain par laser, de l'horticulture en serre avec filets de protection, etc.).

C. Plans d'exécution

Plans de préparation à l'exécution et de démarrage

60. Le projet devrait démarrer en 2025. Le prêt du FIDA pour ce projet devrait être examiné et approuvé par le Conseil d'administration du Fonds en décembre 2024. Le Gouvernement vietnamien devrait approuver l'accord de financement du FIDA et l'inclure dans les plans d'investissement et les budgets nationaux et provinciaux au cours du quatrième trimestre 2024.
61. Pour faciliter un démarrage rapide, les documents de conception de projet comprennent: i) la description détaillée des activités à financer avant l'entrée en vigueur du projet, au moyen du financement initial; ii) un projet de plan de travail et budget annuel pour la première année; iii) un projet de plan de passation de marchés sur 18 mois; iv) une version préliminaire du manuel d'exécution du projet.
62. Entre l'approbation par le Conseil d'administration et le démarrage du projet, chaque comité populaire provincial mettra en place son UGP. Les UGP élaboreront un plan de démarrage détaillé. Les activités comprendront l'achèvement du manuel d'exécution du projet, l'ouverture des comptes désignés et des comptes de projet, la mise en place des dispositifs de suivi-évaluation, de gestion financière et de passation de marchés, et l'élaboration du plan de travail et budget annuel et du plan de passation des marchés.

Supervision, examen à mi-parcours et plans d'achèvement

63. **Supervision et appui à l'exécution.** Le projet sera supervisé conjointement par le FIDA et le Gouvernement, qui évalueront les accomplissements et les enseignements tirés de l'expérience et, selon que de besoin, apporteront un appui pour garantir une exécution efficace et accroître la probabilité d'atteindre l'objectif.

64. **Examen à mi-parcours.** Un examen dirigé par le Gouvernement, avec la participation du FIDA, sera entrepris à mi-parcours de l'exécution du projet. Cet examen permettra de déterminer si le projet est sur la bonne voie pour atteindre ses objectifs. Lors de cet examen, le Gouvernement et le Fonds s'attacheront particulièrement à évaluer la durabilité et la portée de la stratégie de retrait.
65. **Plans d'achèvement du projet.** L'examen à l'achèvement du projet sera mené par les UGP en étroite coordination avec le FIDA. Il sera précédé d'un sondage sur les effets directs et complété par des consultations avec les parties prenantes.

V. Instruments et pouvoirs juridiques

66. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République socialiste du Viet Nam et le FIDA. Deux accords de financement seront signés pour les provinces de Thanh Hoa et de Nghe An, représentées par le Ministère des finances, en tant que signataire. À l'issue des négociations sur les accords de financement entre l'emprunteur et le FIDA, ces derniers seront communiqués au Conseil d'administration pour information.
67. La République socialiste du Viet Nam est habilitée, en vertu de son ordre juridique, à recevoir un financement du FIDA.
68. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA, et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VI. Recommandation

69. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement proposé par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République socialiste du Viet Nam un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de quarante-deux millions deux cent dix mille dollars des États-Unis (42 210 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Alvaro Lario

Negotiated financing agreement

(Le document sera communiqué au Conseil d'administration pour information.)

Logical framework

Results Hierarchy	Indicators			
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target
Outreach	1 Persons receiving services promoted or supported by the project			
	Males - Males	0	18450	36900
	Females - Females	0	18450	36900
	Young - Young people	0	7380	14760
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	36900	73800
	1.a Corresponding number of households reached			
	Women-headed households - Households	0	2950	5900
	Non-women-headed households - Households	0	33950	67900
	Households - Households	0	36900	73800
	1.b Estimated corresponding total number of households members			
	Household members - Number of people	0	139000	278000
Project Goal Contribute to climate resilience, water security and sustainable socio-economic development in Thanh Hoa and Nghe An	Smallholder households reporting increased resilience to climate, environmental and economic shocks			
	Smallholder HH - Households	0	18250	36500
	Smallholder households reporting increased income from targeted agricultural value chains			
Smallholder HH - Households	0	20100	40200	
Development Objective Catalyze climate-informed water management for irrigation and flood control through the rehabilitation of critical infrastructure, and	SF.2.2 Households reporting they can influence decision-making of local authorities and project-supported service providers			
	Household members - Number of people	0	129150	258300
	Households - Percentage (%)	0	50	100

transform agricultural production in Thanh Hoa and Nghe An provinces for climate-resilient and profitable rural livelihood	Households - Households	0	36900	73800
	1.2.4 Households reporting an increase in production			
	Total number of household members - Number of people	0	70350	140700
	Households - Percentage (%)	0	27	54
	Women-headed households - Households	0	1600	3200
	Households - Households	0	20100	40200
	SF.2.1 Households satisfied with project-supported services			
	Household members - Number of people	0	87937	175875
	Women-headed households - Households	0	2000	4000
	Households - Percentage (%)	0	37.5	75
	Households - Households	0	25125	50250
Outcome 1. Improved water availability and control in climate-vulnerable agricultural areas through rehabilitation and upgrade of critical infrastructure	1.2.3 Households reporting reduced water shortage vis-à-vis production needs			
	Households - Percentage (%)	0	37.5	75
	Households - Households	0	25000	50000
	Total number of household members - Number of people	0	87500	175000
	Women-headed households - Households	0	2250	4500
	2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities			
	Households reporting improved physical access to markets - Percentage (%)	0	9.5	19
	Jóvenes - Number	0	7000	14000
	Women-headed households - Households	0	560	1120

	Households reporting improved physical access to markets - Households	0	7000	14000
Output 1.1. Improved access to and efficiency of irrigation for smallholders	Households having improved access to irrigation			
	Households - Percentage (%)	0	30	80
	Households - Households	0	20500	58800
	Total number of household members - Number of people	0	71750	205800
	Women-headed households - Households	0	1640	4700
	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated			
	Hectares of land - Area (ha)	0	4745	13257
	Irrigation and/or drainage canals (I or II) rehabilitated or upgraded			
	Length of canals - Km	0	49	98
Output 1.2. Improved flood control and livelihoods protection	Sections of river dykes rehabilitated or upgraded			
	Length of river dykes - Km	0	9.8	24.8
	1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated			
	Hectares of land - Area (ha)	0	860	3850
	Households having agricultural and/or residential lands protected against floods and saline intrusion			
	Households - Percentage (%)	0	4	20
	Households - Households	0	3000	15000
	Total number of household members - Number of people	0	10500	52500
	Women-headed households - - Households	0	240	4200
	2.1.5 Roads constructed, rehabilitated or upgraded			
Length of roads - Km	0	9.8	33.8	
Outcome 2A. Improved capacity and coordination for integrated water management	Policy 3 Existing/new laws, regulations, policies or strategies proposed to policy makers for approval, ratification or amendment			
	Number - Number	0	4	8
	IE.2.1 Individuals demonstrating an improvement in empowerment			

	Young - Percentage (%)	0	10	20
	Young - Young people	0	6700	13400
	Total persons - Percentage (%)	0	50	100
	Total persons - Number of people	0	33500	67000
	Females - Percentage (%)	0	25	50
	Females - Females	0	16750	33500
	Males - Percentage (%)	0	25	50
	Males - Males	0	16750	33500
	2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities			
	Males - Males	0	15	31
	Females - Females	0	15	31
	Indigenous people - Indigenous people	0	1	3
	Young - Young people	0	5	10
	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people	0	30	62
Output 2.1. Improved local and institutional capacity and coordination mechanism for integrated, inclusive and climate-informed water management	Policy 1 Policy-relevant knowledge products completed			
	Number - Knowledge Products	0	1	3
	3.1.2 Persons provided with climate information services			
	Males - Males	0	16750	36900
	Females - Females	0	16750	36900
	Young - Young people	0	6700	14760
	Persons provided with climate information services - Number of people	0	33500	73800
Output 2.2. Improved capacity and coordination for integrated water management	3.1.1 Groups supported to sustainably manage natural resources and climate-related risks			
	Total size of groups - Number of people	0	4000	8000
	Groups supported - Groups	0	80	160
	Males - Males	0	2000	4000
	Females - Females	0	2000	4000
	Young - Young people	0	800	1600
	Groups headed by women - Groups	0	24	48

Outcome 2B. Strengthened resilience of smallholders' agricultural businesses	3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices			
	Total number of household members - Number of people	0	29750	59500
	Households - Percentage (%)	0	11.6	23.2
	Women-headed households - Households	0	650	1300
	Households - Households	0	8500	17000
	2.2.3 Rural producers' organizations engaged in formal partnerships/agreements or contracts with public or private entities			
	Number of POs - Organizations	0	10	25
	Women in leadership position - Females	0	10	15
Output 2.3. Improved smallholder farmers' productivity and resilience through upscaling of CSA knowledge	1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies			
	Total number of persons trained by the project - Number of people	0	33500	73800
	Men trained in crop - Males	0	16750	36900
	Women trained in crop - Females	0	16750	36900
	Young people trained in crop - Young people	0	6700	14760
	Total persons trained in crop - Number of people	0	33500	73800
	3.1.4 Land brought under climate-resilient practices			
	Hectares of land - Area (ha)	0	7000	15000
Output 2.4. Increased smallholder farmers' income from facilitated business linkages with the private sector	2.1.3 Rural producers' organizations supported			
	Total size of POs - Organizations	0	2000	4000
	Rural POs supported - Organizations	0	40	80
	Males - Males	0	1000	2000
	Females - Females	0	1000	2000
	Young - Young people	0	400	800
	Policy 2 Functioning multi-stakeholder platforms supported			
	Number - Platforms	0	4	7

Integrated project risk matrix

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Country Context		
Political Commitment	Low	Low
<p>Risk(s): Government is unable to provide the resources for implementation of the NTPs, OCOP, and the Prime Minister Resolution 13/NQ-CP, and Decision 150/QĐ-TTg, dated January 2022, approving the strategies for Sustainable Agriculture and Rural Development for 2021-2030, with a Vision to 2050.</p> <p>Shifts in government policies (and lack of clarity on policy implications for design), leadership, or the local political climate influence project approval and community support, potentially leading to delays or even cancellation.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: Include explicit text in the Financing Agreement on counterpart funding (including district levels) and loan recovery.</p> <p>The Project Steering Committees under the Provincial People’s Committees are expected to ensure the Government’s interest and involvement in the project, as well as coordination for resource mobilisation and public fund commitment.</p>		
Governance	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): Governance systems are in place and functioning well. Corruption is a concern, albeit recent policies brought improvements. Indicators of perceived corruption improved significantly following a scaled-up anti-corruption campaign in recent years. However, further efforts could be taken to strengthen governance in several areas, including through the ongoing development of the national database on asset and income. Other reforms include making laws and administrative processes clearer, simpler, and more transparent to provide greater legal certainty, and reduce scope for excessive discretion by public officials. Addressing shortcomings on AML/CFT will require, among other actions, increasing risk understanding and risk-based supervision, improving domestic coordination and international cooperation, identifying ultimate beneficial owners, and</p>	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
enacting other amendments to bring the current framework closer to best international practices.		
<p>Mitigations: IFAD exercises close supervision and audit of project expenditures and processes. Project-specific controls incorporated in the PIM will help minimize governance risks. In particular, the Project Steering Committee (PSC) will be the essential decision-making body for the project, and the project procurement activities will be subject to IFAD procurement procedures.</p>		
Macroeconomic	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): Viet Nam’s economic success risks it outgrowing its current market and natural resource management institutions and governance. This appears to be the main obstacle to sustained agricultural growth in the next five years and possibly beyond. Efforts to stimulate the economy through tax breaks and accommodative monetary policy have faced diminishing returns, while raising fiscal deficits and creating new contingent liabilities. Without accelerating structural reforms, Viet Nam faces the risk of a prolonged period of slow growth.</p> <p>Additionally, the potential impact of market fluctuations, such as changes in market demand, inflation, or the uncertainty funding sources (e.g., due to emerging or existing calls on the government budget) might impact project viability.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The project will directly contribute to Viet Nam’s Agricultural Restructuring Program, through facilitation of the transition and transformation of the economy outlined in national strategies. Specifically:</p> <ul style="list-style-type: none"> – From reducing exposure to climate change and environmental risks to adapting to CC constraints; – From increased productivity and production to higher quality, yield stability and value-add to agriculture products; – From creating direct agricultural employment to creating rural employment both on farm and off farm. <p>Some agricultural cooperative and farmer level measures, e.g., contracts with agribusiness or choice of certain higher value products could mitigate impacts of price risks. Similarly, shifts to organic manure and increased productivity (per</p>		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
hectare of land or per unit of input) could mitigate input cost increase due to inflationary pressures.		
Fragility and security	Moderate	Moderate
Risk(s): Viet Nam is highly exposed to climate change induced shocks and extreme events. The political system is robust.	Moderate	Moderate
Mitigations: Government institutions are well organized and experienced in mitigating disasters. The project's integrated approach to supporting resilience of irrigation and rural infrastructure as well as agricultural sector will help address various economic and environmental shocks. For instance, the project will build institutional capacity and improve coordination mechanism for integrated water management to anticipate and reduce flood / drought risks.		
Sector Strategies and Policies		
Policy alignment	Moderate	Moderate
Risk(s): Viet Nam has become a lower middle-income country, graduating to less concessional ODA inflows from IDA-terms in 2017. GoV has put in place new policies on ODA financing (114/2021/NĐ-CP, dated 16 December 2021; 20/2023/ND-CP dated 04 May 2023) that reflect the new situation, and has repercussions for IFAD's investment approach in the country. IFAD's most successful instruments and approaches of the past cannot be scaled-up unless non-lending resources can be mobilized.	Moderate	Moderate
Mitigations: The project design is fully aligned with the Viet Nam's Agricultural Restructuring Plan, the New Rural Development Program, the NTP for sustainable poverty reduction (SPR), the NTP for ethnic minorities, and the OCOP program to which non-lending resources will be significantly mobilized from these programmes. Additionally, the ICO is engaging with different bilateral and multilateral agencies to mobilize additional resources/grants to finance "soft" activities complementing infrastructure development.		
Policy development & implementation	Low	Low
Risk(s): Lack of coordination between the project and other ODA initiatives, policies and programmes such as Agricultural Restructuring Plan, NTPs, OCOP in the target provinces. In addition, there is risk of insufficient skilled and efficient	Low	Low

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
contractors and service providers to implement the project in a cost-effective manner, especially in the context of REDD+ related activities.		
<p>Mitigations:</p> <p>CRWIS promotes institutional linkages through improving coordination mechanism with other programmes and policies at provincial and district levels and establishing 4P platforms to support selected key value chains .</p> <p>IFAD engaged at design stage and will collaborate closely during implementation with several agencies including FAO, UN Women, JICA, WB, ADB to ensure harmonization of approaches, no duplication and synergies in the target provinces.</p> <p>Rigorous screening and investigation of potential contractors prior to engagement can tackle this risk adequately. The experience and lessons learnt gained by IFAD in Viet Nam in this respect remains vital.</p>		
Environment and Climate Context		
Project vulnerability to environmental conditions	Substantial	Substantial
<p>Risk(s):</p> <p>The SECAP Review Note classifies the Project as Substantial/High Environmental and Social Risk. The E&S rating was determined on the basis of potential for</p> <p>(1) economic loss to farmers and compensation mechanisms triggered by infrastructure works (upgrade of canals, dykes, roads);</p> <p>(2) land acquisition and associated rehabilitation / compensation mechanisms triggered by infrastructure works (upgrade of canals, dykes, roads);</p> <p>Households affected by (1) and (2) may exceed 100 in number.</p> <p>(3) the command areas of Thanh Hoa irrigation schemes exceed 100 hectares.</p> <p>Additionally, E&S ratings were informed by other potential risks such as</p> <p>(4) historical water pollution through inappropriate use of agro-chemicals by farmers (own purchase and use; the project will not procure or promote agro-chemicals);</p> <p>(5) historical poor domestic waste management practices resulting in water contamination in irrigation channels;</p> <p>(6) potential structural failures of irrigation infrastructure due to weather and extreme climate events (floods, flash floods, landslides, etc.) and associated coastal and riverbank erosion;</p>	Substantial/High	Substantial/High

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
(7) historical environmental pollution with impacts on human health and agricultural due to aquaculture and sand mining in Thanh Hoa province.		
Mitigations: These potential adverse impacts can be prevented or alleviated by appropriate actions and mitigation measures as described in the Environment and Social Management Plan (ESMP). Additionally, assessments and stakeholder consultations (for example, to produce the Resettlement Action Plan) during the feasibility study will elaborate and agree on additional mitigation measures needed.		
Project vulnerability to climate change impacts	Substantial	Substantial
Risk(s): The SECAP Review Note classifies the Project as Substantial under the Climate Risk category. The project area is at significant risk of droughts and floods as well as landslides, saline intrusion (specific to Thanh Hoa), extreme heat, storms and typhoons, and coastal and riverbank erosion.	Substantial	Substantial
Mitigations: The mitigation measures include: (1) provincial agencies and districts studies/mapping of climate impact, vulnerability, risks & climate change action plan (CCAP) priorities – with a focus on water management and flood protection; (2) project investment in selected CIEWS equipment to provide early warning and climate-informed agricultural advisories (through improved communication and joint development of advisories by DARD and DONRE); (3) integration and down-scaling of provincial-level, medium- term CC impact scenarios with district and commune-level identification of vulnerable areas, production systems, and populations; (4) technical workshops for CC integration in the value chains and training on climate-smart agriculture for farmers and extension officials; (5) integration of climate change risks into final selection of project value chains.		
Project Scope		
Project relevance	Moderate	Moderate
Risk(s): To carry out infrastructure works (Component 1), the project must comply with the procedures prescribed by the law on construction investment. Consequently, infrastructure works might observe delays, affecting part of the	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>activities of Component 2. There will be concerns on likelihood of achieving the PDO and low progress or outcomes of component 2.</p>		
<p>Mitigations: The PMUs will need to: 1. implement a phased approach in infrastructure development while ensuring realistic targets when planning and budgeting the first years activities. 2. Early Planning and Approval: Initiate the planning and approval process for infrastructure works well in advance. This proactive approach can ensure that even if there are delays in component 1, they don't significantly overlap or interfere with the timelines of component 2. Feasibility and engineering studies as well as procurement planning for the infrastructure works are frontloaded 3. Parallel Implementation: Where feasible, start with preparatory activities which are independent from Component 1 progress (such as CIEWS and flood risk maps, multi-stakeholder surveys, establishment of Farmer Field Schools, establishment of 4P platforms) even before infrastructure works of component 1 are completed. This way, the groundwork is laid, and immediate action can be taken once component 1 is ready. 4. Engage regularly with stakeholders and provide them with updates. Clear communication can manage expectations and reduce concerns about progress. It's essential for stakeholders to understand the dependency between the components and potential for delays. 5. Robust Monitoring & Feedback Mechanisms: Implement a strong monitoring system that can quickly identify potential delays and bottlenecks in Component 1 and assess their implications for the remaining project activities. This system can allow for timely adjustments and re-prioritization of activities if needed. 6. Capacity Building and Training: Equip the PMU with the necessary training and resources to understand and swiftly navigate the law on construction investment. Familiarity with the requirements can reduce the time taken for compliance.</p>		
Technical soundness	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): 1. The main project activity consists in irrigation development, mainly through pressurized systems. In some sites, access to water and to energy may become a challenge and the pumping costs are already substantial, and may increase</p>	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>in the next years. If GoV/provincial funding is delayed or is not sufficient, the risk is that beneficiary farmers will be unable to meet the challenge and that the schemes would be unsustainable. A further risk is that the current tariff for electricity may increase.</p> <p>2. There is a possibility that rapid technological advancements or deviation in climate change scenarios could make some project components and design of infrastructure outdated or introduce more efficient and climate- or environment-friendly methods, necessitating changes in project execution strategy.</p>		
<p>Mitigations:</p> <p>(i) Drawing attention and strong commitment of PPC to the timely and sufficient allocations of funds, to pre-finance eligible project expenditures and adequately sustain the irrigation companies to cover pumping costs;</p> <p>(ii) Ensuring that Technical Feasibility and Engineering Studies at early implementation have comprehensive TORs (e.g., requiring that climate trends and forecast assumptions are revisited) and have adequate time for landscape scanning/consultations) and that procurement procedures to select feasibility studies/design consulting firms should not be restricted to financial offers adequacy and be extended to the quality/soundness of the technical aspects to ensure study/design technical soundness and quality.</p>		
Institutional Capacity for Implementation & Sustainability		
Implementation arrangements	Moderate	Moderate
<p>Risk(s):</p> <p>(i) Lack of adequate human and financial resources. Challenges in terms of coordination capacities and costs considering the size of PMU, the number of partners including several financing partners with potential different reporting and planning requirements</p> <p>(ii) The project will be implemented on a large scale, with the participation of many provincial departments, district and commune agencies, so there are concerns about the ability to coordinate project activities. The required inter-sectoral, inter-district coordination is new to various departments/agencies which may not have the required capacity.</p> <p>(iii) Financing gap: The financing gap represents ~12% of total project cost. If the gap is not filled, project will lack financial resources to invest in committed activities.</p>	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>Mitigations:</p> <p>(i) Provincial governments and line agencies have committed sufficient funds for capacity building. CSAT will seek for additional funds such from the NTPs and OCOP. CWRIS's PIM outlines implementation requirements in a step by step approach.</p> <p>The proposed institutional arrangements are based on the foundation provided under the previous IFAD projects in the region. These projects have demonstrated a solid track record of delivery of even complex tasks across province, district and commune structures. This will ensure that project activities will be properly mainstreamed in the provincial government programmes of work.</p> <p>(ii) PSC shall request the DARD, DONRE and DPI to select and appoint a competent staff with full-time capacity to be responsible for coordinating these activities. IFAD shall provide a template of job description and required qualifications for this position.</p> <p>(iii) IFAD has worked with various potential donors including the EU and JICA. Potential to have those donors to cover the gap is high. Further, CWRIS is designed to work closely with NTPs, OCOP, and private sectors (through the 4P), additional resources can be mobilized from those programs and partners to cover the gap.</p>		
M&E arrangements	Moderate	Moderate
<p>Risk(s):</p> <ul style="list-style-type: none"> – Inadequate M&E system for planning and monitoring. – Poor coordination between involved implementing agencies. – Insufficient financial resources to undertake M&E activities from GoV counterpart funding. 	Moderate	Moderate
<p>Mitigations:</p> <p>M&E system will be embedded in the project management information system (MIS), allowing real-time reporting and coordination between several co- implementing agencies.</p> <p>Grant financing including from AF will be mobilised to ensure key M&E and knowledge management interventions will have dedicated financial resources.</p>		
Procurement		
Legal and regulatory framework	Moderate	Moderate
<p>Risk(s):</p> <p>The Borrower's regulatory and institutional capacity and practices (including compliance with</p>	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>the laws) are inadequate to conduct the procurement in a manner that optimizes value for money with integrity. There are some constraints on applicable procurement methods for consulting service (particularly CQS), thresholds for applying direct contracting, application of E-procurement for international bidding, and limited provisions on sustainable procurement.</p>		
<p>Mitigations: Periodically review the application of standard operating procedures for donor funded projects inference to the law and regulation. Review and clear project procurement plan (consolidated) encouraging the use of competitive procurement methods. Provide consolidated procurement information on project website (opportunities and awards). Use IFAD’s standard RFP for CQS method. Use PAL to specify provisions for application of different procurement methods and direct contracting/single source selection. Promote green procurement through introducing sustainable public procurement criteria.</p>		
<p>Accountability and transparency</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): Accountability, transparency and oversight arrangements (including the handling of complaints regarding, for example, SH/SEA and fraud and corruption) are inadequate to safeguard the integrity of project procurement and contract execution, leading to the unintended use of funds, miss-procurement, SH/SEA, and/or execution of project procurements outside of the required time, cost and quality requirements.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: Apply e-Procurement for goods/work/service packages where applicable. Request bidders and contractors signing the Self-Certification Forms on anticorruption, sexual harassment, sexual exploitation and abuse as a part of bids/proposals and contract documents. Periodic oversight missions and audits are in place to mitigate potential issues. Conduct prior and post reviews to strengthen enforcement of the debarment system. Potentially strengthening effective administrative sanctions and criminal prosecution for prohibitive practices. Enforcing legal protection or whistle-blower protection. Apply FIRCO check on bidders and vendors in post and prior review cases. Government officials involved in public procurement shall be requested to sign on the Codes of conduct/codes of ethics.</p>		
<p>Capability in public procurement</p>	Moderate	Moderate
<p>Risk(s):</p>	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
The implementing agencies are new with IFAD projects and procurement procedures and do not have sound processes, procedures, systems and personnel in place for the administration, supervision and management of contracts resulting in adverse impacts to the development outcomes of the project.		
Mitigations: Recruit procurement professionals to support full time and intermittently. Provide training and periodic coaching to project procurement staff. Procurement staff are to be trained on SECAP and ensure the compliance of SECAP requirements. IFAD supervision missions to review and check the compliance.		
Public procurement processes	Moderate	Moderate
Risk(s): Procurement processes and market structures (methods, planning, bidding, contract award and contract management) are inefficient and/or anti-competitive, resulting in the misuse of project funds or sub-optimal implementation of the project and achievement of its objectives. Budget allocations are not always appropriate in a timely manner.	Moderate	Moderate
Mitigations: Carry out coaching, on-the-job trainings and refresher trainings on procurement (IFAD project procurement guidelines and manual, ICP-CMT system, OPEN system, and SECAP requirements). PMUs monitor implementation progress of the procurement plan and regularly update with both planned and actual data. IFAD provides regular supports, prior and post reviews, and close supervision.		
Financial Management		
Financial Management	Substantial	Substantial
Organization and Staffing: Viet Nam has a good system and schools to train accountants and finance professionals. Regions have experienced accountants. However, not all regional accountants do speak English and translator services will be required.	Moderate	Moderate
Mitigations: Appoint accountants experienced in the WB-funded project operations responsible for the IFAD project. The PMUs will ensure the required translation services are available for communication with IFAD.		
Budgeting:	Moderate	Moderate

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Budgeting will follow government regulations. Collecting budgets for all implementing partners and sending them to PPC approval timely will be challenging task. IFAD funded projects in the country have in the past had difficulties complying with ODA laws and budget regulations.		
<p>Mitigations:</p> <p>PIM/FMM include clear roles and responsibilities for budgeting and timelines.</p> <p>The PMU will set up a budget team to ensure timely and realistic preparation of AWPBs.</p> <p>- PMU will monitor relevant ODA and budget regulations requirements and take necessary steps in advance to comply with them to ensure timely and sufficient budget allocations for the project.</p>		
<p><u>Funds Flow / Disbursement Arrangements:</u></p> <p>IFAD funds will be disbursed to DA opened in a provincial bank branch. PA will be used to convert funds from DA to PA and then to pay suppliers. Several grant funds are needed to finance soft project expenditures and each one will require specific funds flow arrangements depending on donor requirements.</p> <p>Financing gap may affect other project categories and overall project implementation.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations:</p> <p>PMU will make sure all donor requirements for funds flow are well understood and duly followed.</p> <p>-PMUs will work closely with the IFAD team to develop internal procedures to meet all donor requirements.</p> <p>IFAD will develop alternative plans in case initial plans for financing gap filling do not materialize.</p>		
<p><u>Internal Controls:</u></p> <p>There are potential internal control weaknesses for managing large scale infrastructure contracts. Work completed will be challenging to assess and verify.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations:</p> <p>The PIM and FMM include clear roles for supporting documents filing and accounting record keeping for all implementing partners.</p> <p>The PMUs will follow rigorous government regulations for assessing and accepting work done for infrastructure contracts.</p> <p>The PMUs will employ experienced engineers to assess and verify infrastructure work.</p>		
<u>Accounting and Financial Reporting:</u>	Substantial	Substantial

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Accounting records must be maintained for all implementing partners in provincial districts in one accounting software.		
<p>Mitigations: Customization of accounting software (BICTIME/SMARTBOOK) for accounting record keeping, financial reporting and accounts reconciliations.</p> <p>The PMUs will develop tailored TORs for accountants to ensure that responsibilities for accurate accounting records for implementing partners are clearly defined and communicated</p>		
<p><u>External Audit:</u> Auditor may delay audit submission due to resource constraints.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations: The PMUs will appoint auditors before the end of a financial year to be audited.</p>		
Environment, Social and Climate Impact		
Biodiversity conservation	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): Potential construction and upgrade of canals, dykes, roads and pumping stations may affect freshwater species in the rivers Lam and Cung / Ma. Historical effects of hydropower stations on riverbank erosion and river morphology will continue. Irrigation infrastructure and agricultural production is not expected to impinge on protected areas, or critical or sensitive wildlife habitats on land. CSA activities that promote certain crop varieties, crop species, livestock breeds, plantation species, etc. may affect agro-biodiversity.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: Main mitigation strategy pertains to community-based land use planning and allocation process, including: – collection of information & secondary data on freshwater/riverbank biodiversity, agro-biodiversity, and land use; – preparation of the land use plan and proposed land use maps; – (3) submission of the proposed land use plan to commune and District People’s Committees (DPC) for approval.</p>		
Resource efficiency and pollution prevention	Substantial	Substantial
<p>Risk(s): Excess use of agro-chemicals by farmers, particularly aquaculture farmers in Thanh Hoa,</p>	Substantial	Substantial

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>may affect river and irrigation water quality through leakage, and affect the crop safety and livestock / human health. Poor waste management (solid, effluent, domestic, industrial) might affect water quality and flow. Support to high technology crop or aquaculture production might result in soil or water. Historically, some communes have used open sewers to pump irrigation water when irrigation canals do not reach their fields – so, implementation delays in Component 1 or inadequate upgrade of canals may exacerbate this practice.</p>		
<p>Mitigations: Climate-Smart Agriculture practices that include integrated fertilizer, insecticide, and pesticide management (including the use of microbial manure) will be prioritized. A strong monitoring system that can quickly identify potential delays in Component 1 activities will be implemented. This would allow assessment of its implications for Component 2 and timely adjustments and remedial/re-prioritization activities where needed.</p>		
<p>Cultural heritage</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Risk(s): Screening during project design indicated that there are no tangible cultural sites identified within the potential command areas. Since project will rehabilitate existing infrastructure, the risks of affecting cultural sites are low. It is also anticipated that project activities would not have any potential adverse impacts on any intangible cultural heritages of the local people, including those of the ethnic minority groups in Chau Khe commune, Con Cuong district, Nghe An province. It is also noted that land acquisitions for expansion of existing irrigation canals would be rare. If this happens, only short section of new canal (main and secondary levels) would be built in public land and acquisition of private land is avoided/minimized. The degree of excavations, movement of earth for these new canal sections are expected to be small, shallow, and linear by nature. As such, alignment for new section of canals would be adjusted to avoid impact on cultural heritage, if any.</p>	<p>Low</p>	<p>Low</p>
<p>Mitigations: The project has a Find Chance Procedure that is included in the ESCMF. During project implementation, impacts on intangible and tangible cultural heritage will be avoided, if found during project implementation. Subprojects that</p>		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>potentially cause cultural heritage impact will not be eligible for financing. FPIC Implementation Plan and Stakeholder Engagement Plan will ensure transparency on project activities and mandate consultations in designing any benefit-sharing arrangements for tangible/intangible cultural heritage that is commercialized (as in access to markets is strengthened or introduced).</p>		
Indigenous Peoples	Substantial	Substantial
<p>Risk(s): ethnic minorities constitute a minor proportion of the CRWIS target population. The rehabilitation works that benefit people from 2 villages might involve lands owned or cultivated by ethnic minorities. No permanent land acquisition is anticipated based on the current initial scope of investment.</p> <p>Exclusion of vulnerable/ disadvantaged individuals/ groups including ethnic minorities: People from these groups may not participate in project meetings and events because of the following reasons: (i) lack of confidence; (ii) being excluded /not being respected by other members of the groups/ being discouraged from joining the discussion by other members; (iii) lack of labor within the family and poor house conditions; (iv) lack agriculture land; and (v) lack motivation to work and/or participate in development project.</p>	<p>Substantial</p>	<p>Substantial</p>
<p>Mitigations: Stakeholder Engagement Plan, Ethnic Minority Plan, and FPIC Implementation Plan have been prepared to set forth procedures for iterative engagement of ethnic minorities in village Bãỉ Gạo during this subproject planning and implementation. SEP has included special consultation measures which address also the need of specific different groups such as ethnic Minority, people with disability, women, female-headed households, elderlies, and children.</p> <p>Key mitigation measures include:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Identify the EM groups in each project commune/village. Ensure these groups are invited to project’s consultation meetings using communication methods prepared for vulnerable groups. - Incorporate feedback from these groups consultation meetings prior to project implementation/selection of investment activities and ensure they could participate and receive project benefits. 		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<p>– Maintain regular contacts with the groups during project design and during implementation activities.</p>		
Community health and safety	Substantial	Substantial
<p>Risk(s): Overuse of chemicals and pesticides for production, procured by farmers, on their own which may affect water or soil resources.</p> <p>Inappropriate waste management and disposal (including, aquaculture production in Thanh Hoa) may affect water / soil quality and hence safety of crop production with impacts on human and livestock health.</p> <p>Other potential risks include: Traffic Safety. Construction activities (uneven road, material stockpile, earthwork, open holes...) may cause traffic accident for people passing by, particularly road rehabilitation.</p> <p>Contracting/spreading of communicable disease. Close and daily interaction among workers, and between workers and community members (eating/buying things in local shops) may increase risks of communicable diseases.</p> <p>Risks related to SEA/SH due to labor influx, and also related to: 1) Female project workers, including a) PMU staff, b) local workers, and c) community workers 2) Female community members who are beneficiaries.</p> <p>Social Conflicts between influx of labor and local people</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations: Since the project aims at increasing climate resilience, climate-smart agriculture practices aiming at reducing the use of chemical fertilizers and pesticides will be supported throughout activities. Existing government programs on waste management will be strengthened and leveraged. Train vulnerable/disadvantaged group in first meeting. Repeat as needed in subsequent meeting (post-training evaluation).</p> <p>Mitigation measures for SEA/SH include the following key aspects: – Increasing awareness for groups at risk. – Conduct training for risk groups, particularly female community members and female members of vulnerable/disadvantaged groups.</p>		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
<ul style="list-style-type: none"> - Explicitly state zero tolerance for sexual harassment, exploitation, and abuse within the workplace. - Project workers to peruse and sign Worker's Code of Conduct for SEA/SH (See ESCMF) - Children prohibited from construction site and worker's camp. - Grievance Redress Procedure is disclosed to risk group, particularly female community members and female members of vulnerable/ disadvantaged groups. - Engage Women's Union (WU) at commune level to assist in resolution if the incidence occurs. - PMU's reporting of the cases and maintains regular monitoring, and take actions as needed. <p>Mitigation for potential social conflicts include:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Inform local officials and affected residents, regularly and in advance, of the location and schedule of construction activities which may cause impacts on the environment and life of people. - Ensure construction camps are located at least 500 m away from communities to avoid social conflict in using resources and basic amenities such as water supply and to avoid close contact between workers and the community (in particular children). - Maximize number of local people employed in construction and non-construction jobs and provide on the job skills training for local people employed. - Maximize goods and services sourced from local commercial enterprises. 		
Labour and working conditions	Moderate	Moderate
<p>Risk(s): There may be environmental risks to labourers involved in infrastructure activities owing to historical pollution (air, water) in Thanh Hoa province. It is highly unlikely that children under 15 years of age or forced labour will be involved in project activities. However, there is some risk that children between 15 and 18 years of age might provide labour.</p>	Moderate	Moderate
<p>Mitigations: The project will set labour and working condition standards in line with GoV and IFAD norms and focus on employment for local communities. Minimum age requirement is 18 years of age for all project workers, including contracted workers engaged. Procedure for age verification (prior to job offer) and how to handle the cases if found</p>		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
while on board (See ESCMF).		
Physical and economic resettlement	Substantial /High	Substantial /High
<p>Risk(s): It is anticipated that rehabilitation of existing canals and pumping stations/dykes require land acquisition. No physical resettlement is anticipated. During construction, it is estimated that 4,229 households will be affected temporarily in Nghe An, and 2,068 households in Thanh Hoa (averaging 31m² per households). Temporary impacts are short duration, localized due to contractor's construction activities.</p>	Substantial	Substantial
<p>Mitigations: A Resettlement Action Framework has been prepared at design to guide FPIC and compensation payment for affected households. This was prepared in accordance with Standard 7, and in line with relevant national laws and regulations, including common practices widely adopted by other institutions such as the WB and the ADB.</p>		
Greenhouse gas emissions	Low	Low
<p>Risk(s): Flooded rice production releases GHGs (particularly methane but also nitrous oxide). Support to rice cultivation, aquaculture, and livestock production (backyard or semi-commercial systems) may contribute to increased GHG emissions.</p>	Low	Low
<p>Mitigations: Some of the Climate-Smart Agriculture practices prioritized in the Targeted Adaptation Assessment include: <ul style="list-style-type: none"> - alternate wetting and drying or sustainable rice intensification; - reclamation of manure to produce organic fertilizers, including through the use of composting drum; - integrated fertilizer and pesticide management; - climate-informed advisories to farmers with a focus on water-use efficiency. All these measures possibly have mitigation co-benefits. It is also possible that women-led or women-owned agricultural cooperative liaise with private dairy enterprises, which produce large quantities of manure and have difficult in manure management, to produce organic fertilizer at scale and distribute in areas with shortage of livestock manure.</p>		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Vulnerability of target populations and ecosystems to climate variability and hazards	Substantial	Substantial
Risk(s): Both target provinces are already significantly vulnerable to river floods and droughts, but also report heat waves and extreme temperatures, landslides in hilly and mountainous areas, flash floods, storms and typhoons, and saline intrusion (one coastal district of Thanh Hoa).	Substantial	Substantial
Mitigations: The Targeted Adaptation Assessment identifies and prioritizes measures to reduce vulnerability and support climate resilience.		
Stakeholders	Low	Low
Stakeholder engagement/coordination	Low	Low
Risk(s): The risk associated with stakeholder engagement and coordination is rated "Low" given that there has been a strong cooperation culture that has been adopted under existing government's development program. In addition, under this project, there is a strong commitment of local people and government to work together to delivered expected project outcomes.		
Mitigations: A Stakeholder Engagement Plan has been prepared to identify project stakeholders (both affected and interested parties), particularly to identify vulnerable/disadvantaged groups. The SEP also assess the level of interest, influence, and impact of each identified groups as to project interventions, thereby proposing methods for consulting each groups, based on their socioeconomic characteristics. In addition, an FPIC Implementation Plan has also been prepared to ensure ethnic minority peoples and those affected with land acquisition are consulted appropriately and provide Free, Prior, Informed Consent to the subproject, and to investment activities that affect them adversely.		
Stakeholder grievances	Low	Low
Risk(s): Given the risks and impacts related to land acquisition, labour, SEA/SH, and others are anticipated, grievances related to these aspects are anticipated. However, due to the nature and small scope of potential impacts, the risk related to stakeholders' grievances are expected to be small.	Low	Low
Mitigations:		

Risk Categories and Subcategories	Inherent	Residual
Four grievance redress procedures have been prepared to ensure grievances that arise during project implementation are timely acknowledged and resolved within a specified timeframes. Aggrieved persons could submit complaints verbally, or in writing, through different channels that are most appropriate to them.		